

Convention de coopération entre personnes publiques portant sur l'instruction des demandes d'autorisation du droit des sols

Avenant n°02

Entre

La Communauté d'agglomération Rochefort Océan , dont le siège est situé 3, Av Maurice Chupin - Parc des Fourriers à Rochefort - BP 50224 - 17304 Rochefort Cedex, représentée par son Président, Monsieur Hervé Blanché, autorisé par une décision du bureau communautaire du **** décembre 2024**,

ci-après dénommée la « CARO »,

d'une part,

et

La Communauté de Communes du Bassin de Marennes, dont le siège est situé 10 rue du Maréchal Foch, 17320 Marennes-Hiers-Brouage, représentée par son Président, Monsieur Patrice Brouhard, autorisé par une délibération du Conseil communautaire du **** décembre 2024**,

ci-après dénommé la « CDC de Marennes »,

d'autre part,

désignées individuellement comme la Partie et collectivement comme les Parties,

Vu l'article L 5111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la convention de coopération entre personnes publiques portant sur l'instruction des demandes d'autorisation du droit des sols en date du 09/09/2021,

Vu l'avenant 1 à la convention de coopération entre personnes publiques portant sur des demandes d'autorisation du droit des sols en date du 10/12/2022,

Préalablement à l'objet des présentes, il a été rappelé ce qui suit :

Dans le cadre du renforcement de son service ADS et du remplacement de son coordonnateur, la CARO a recruté deux agents supplémentaires, qui tous deux officiaient au sein du service ADS de la CDC du Bassin de Marennes.

Suite à ces mutations de personnel et face aux difficultés de la CDC de recruter du personnel qualifié pour pallier ces deux départs, les deux collectivités se sont rapprochées pour étudier ensemble les modalités d'un partenariat afin d'optimiser leurs moyens.

Dans ce cadre, la CARO et la CDC du Bassin de Marennes ont conclu, en 2021, une convention qui a pour objectif la création d'une coopération entre la CDC de Marennes et la Communauté d'Agglomération de Rochefort Océan en vue d'atteindre les objectifs communs de service public relatifs au service d'instruction du droit des sols sur le territoire des deux établissements.

Face aux différences de fonctionnement actuelles des deux collectivités, l'objectif de cette convention est d'amorcer une collaboration en vue d'une mutualisation plus aboutie à moyen terme.

Ceci étant exposé, les Parties sont convenues de ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant.

L'avenant a pour objet de prolonger la durée de la convention **à compter de sa signature pour une durée de 1 an, renouvelable tacitement d'année en année.**

Article 2 : Modifications.

L'article 2-1 (rôle de la Communauté d'Agglomération Rochefort Océan) est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

La CARO est en charge :

- De la coordination entre les deux services des EPCI. Pour ce faire, la CARO mobilise le responsable coordonnateur de l'animation de la mise en œuvre de la démarche ainsi que de l'évaluation.
- De la réflexion sur l'organisation du service unifié à mettre en place après cette période transitoire
- De l'instruction des demandes d'autorisation des droits du sol par intermédiaires des **6** agents instructeurs de sa cellule ADS, sans accueil du public
- du pilotage et du recours en cas de surcharge ponctuelle d'activités, un cabinet spécialisé dans l'instruction.
- Le détail des moyens humains mobilisés est précisé à l'article 5

L'article 2-2 (rôle de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes) est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

La CDC de Marennes intervient plus particulièrement sur les thématiques suivantes :

- participation à l'instruction des demandes d'autorisation du droit du sol par l'intermédiaire de son service ADS, hors accueil du public.
- Le détail des moyens humains mobilisés est précisé à l'article 5.

L'article 3 (Modalités d'exécution de la présente convention) est **modifié et remplacé** par les dispositions suivantes :

[...]

En plus des temps dédiés au suivi du projet entre **le coordinateur** et les directions générales, il est créé un comité de pilotage avec les représentants de chaque EPCI. Celui-ci est composé du Président de chaque EPCI ou son représentant, du DGS de chaque EPCI, et du coordinateur mobilisé par la CARO. [...]

L'article 5-1 (Les moyens humains mobilisés par les partenaires) est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

Pour parvenir aux objectifs communs de la coopération, les parties mobilisent les moyens humains suivants :

- La CARO mobilise :
 - Un coordonnateur ADS à 100 % de son temps de travail,
 - **4 instructeurs** à 100 % de leur temps de travail,

L'annexe financière N°1 précise la valorisation de cette mobilisation pour une année de fonctionnement sur les données connues à la signature de la convention.

- La CDC de Marennes mobilise :
 - 1 instructeur à 100 % de son temps de travail,
 - **1 assistant de gestion administratif à 100 % de son temps de travail.**

L'annexe financière **réalisée chaque année** précise la valorisation de cette mobilisation pour une année de fonctionnement sur les données connues à la signature de la convention.

L'article 5-4 (remboursement des frais) est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La collectivité créancière adresse à la collectivité débitrice les demandes de versement du montant lui revenant au selon le calendrier suivant :

- **Pour l'année N**
 - **Acompte de 50% au mois de juin sur la base des coûts constatés sur l'année N-1 et du nombre de dossiers traités**
 - **Le solde sur la base des coûts réels constatés à verser en janvier de l'année N+1**

Les demandes de remboursement sont libellées à l'adresse suivante :

10, rue du Maréchal Foch 17320 Marennes-Hiers-Brouage et déposées dans CHORUS à l'aide du n° SIRET suivant : 24170069900010

La CDC de Marennes procède au versement de ce montant, dans un délai de 30 jours au crédit du compte de la CARO auprès du Trésor Public.

L'article 6 (entrée en vigueur et durée de la convention) est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de 1 an, elle est renouvelable tacitement d'année en année. Elle pourra être résiliée après envoi d'un courrier par l'une ou l'autre des parties en respectant un préavis d'un mois »

Article 3 : Autres dispositions.

Toutes les dispositions de la Convention et de l'Avenant 1 non modifiées par l'Avenant 2 demeurent inchangées.

En cas de contradiction entre la Convention et les dispositions de l'Avenant, ces dernières prévalent.

Fait à, le

Le Président de la CDC de Marennes,
Patrice BROUHARD

Le Président de la CARO,
Hervé BLANCHÉ

Calcul coût annuel fonctionnement service ADS mutualisé CARO/CCBM : Année 2025

CCBM		CARO		TOTAL	SOULTE
1 instructrice- M.FOURNIER	38 719,90	1 coordinatrice ADS - C. VEZIN	61 277,64		
1 assistante gest° Ad - C.SARACCO	14 572,80	1 assistante gest° Ad (M. GIRAUDOT)	36 642,40		
1 assistante gest° Ad - C.VERET	18 150,86	1 instructeur -E.BLANC	35 048,85		
(remplacement suite à mutation)		1 instructeur - S.BRUNETEAU	44 126,59		
		1 instructeur - L. BALLANGER	38 526,99		
Logiciels cart'ads (maintenance + MAJ cadastre)	2 400,00				
Pont VPN	1 300,00				
Frais de déplacement	3 800,00	Frais de déplacement	4 500,00		
Total	78 943,56		220 122,47	299 066,03	
		Nombre d'actes CARO - estimat° (2024)	1059	155 098,40	-65 024,07
		Nombre d'actes CCBM - estimat° (2024)	983	143 967,63	65 024,07
			2042	299 066,03	

CARO / CCBM : PROGRESSION DES ACTES DE 2016 à 2024

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (estimat*)
CARO	967	1226	1260	1317	1266	1201	997	1077	1059
CCBM	691	741	777	757	731	996	940	929	983
TOTAL	1658	1967	2037	2074	1997	2197	1937	2006	2042

AGENTS	ETP
BLANC Emilie	0,8
BALLANGER Lisa	1
BRUNETEAU Sandra	1
FOURNIER Maëva	1
GIRAUDOT Mélusine	1
VERET Christelle	1
SARACCO Carla	1
VEZIN Christine	1
TOTAL ETP	6,8

